



Assemblée générale

Distr. limitée
10 octobre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Troisième Commission

Point 62 b) de l'ordre du jour

**Développement social : développement social,
y compris les questions relatives à la situation sociale
dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées,
aux handicapés et à la famille**

Pakistan* : projet de résolution

Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 57/167 du 18 décembre 2002, dans laquelle elle a fait siens la Déclaration politique et le Plan international d'action de Madrid sur le vieillissement, 2002¹, sa résolution 58/134 du 22 décembre 2003, dans laquelle elle a pris note, entre autres choses, du plan de campagne pour la mise en œuvre du Plan d'action de Madrid, et ses résolutions 60/135 du 16 décembre 2005 et 61/142 du 19 décembre 2006,

Rappelant également la résolution 42/1 de la Commission du développement social², dans laquelle celle-ci a décidé de procéder à l'examen et à l'évaluation du Plan d'action de Madrid tous les cinq ans,

Considérant que, dans sa résolution 44/1³, la Commission du développement social a décidé de lancer le premier cycle mondial d'examen et d'évaluation à sa quarante-cinquième session, en 2007, et de l'achever à sa quarante-sixième session, en 2008,

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ *Rapport de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid, 8-12 avril 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.IV.4), chap. I, résolution 1, annexe II.

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2004, Supplément n° 6* (E/2004/26), chap. I, sect. E.

³ *Ibid.*, 2006, *Supplément n° 6* (E/2006/26), chap. I.C



Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement⁴,

1. *Encourage* les gouvernements à s'attacher davantage au renforcement des capacités de lutter contre la pauvreté chez les personnes âgées, surtout les femmes, en intégrant les questions liées au vieillissement dans les stratégies d'élimination de la pauvreté et les plans nationaux de développement et à aborder, dans leur examen et évaluation du Plan international d'action de Madrid sur le vieillissement, 2002¹, et dans leurs stratégies nationales, aussi bien les politiques ayant tout particulièrement trait au vieillissement que l'action menée aux fins de la prise en compte systématique des problèmes du vieillissement;

2. *Souligne* que, pour compléter les efforts de développement national, il est essentiel d'améliorer la coopération internationale pour aider les pays en développement à appliquer le Plan d'action de Madrid, tout en constatant l'importance de l'aide et de la fourniture d'une assistance financière;

3. *Appelle* les États Membres à participer activement à une méthode d'examen et d'évaluation du Plan d'action qui parte de la base dans l'examen et l'évaluation du Plan d'action de Madrid, notamment grâce aux échanges d'idées, à la collecte des données et à la définition des meilleures pratiques ainsi qu'aux rapports présentés à la quarante-sixième session de la Commission du développement social en 2008;

4. *Encourage* les commissions régionales des Nations Unies à faire la synthèse des conclusions nationales de l'examen et de l'évaluation en faisant participer notamment les représentants d'organisations de personnes âgées de diverses régions qui contribuent activement à l'examen et à l'évaluation participatifs partant de la base;

5. *Invite* les gouvernements à élaborer leurs politiques relatives au vieillissement en consultation avec les acteurs intéressés et les partenaires du développement social, de telle sorte que chaque pays ait la maîtrise de sa politique et que celle-ci fasse l'objet d'un consensus;

6. *Encourage* la communauté internationale à appuyer les efforts faits au niveau national pour nouer des partenariats plus étroits avec la société civile, les organisations de personnes âgées, les milieux universitaires, les fondations de recherche, les associations locales, y compris les soignants, et le secteur privé, afin d'aider à renforcer les capacités pour les questions relatives au vieillissement;

7. *Encourage* la communauté internationale et les organismes des Nations Unies compétents, dans la limite de leur mandat, à appuyer les efforts faits au niveau national pour financer des actions de recherche et de collecte de données sur le vieillissement, en vue de mieux comprendre les difficultés et les possibilités qui vont de pair avec le vieillissement de la population et à fournir aux décideurs des informations à la fois plus exactes et plus précises sur le vieillissement selon le sexe;

8. *Encourage* les États Membres à faire plus pour développer leurs capacités de mise en œuvre nationale du Plan d'action de Madrid selon les priorités qui ont été recensées durant l'exercice d'examen et d'évaluation, et invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager une approche graduelle pour renforcer leurs

⁴ A/62/131.

capacités, comprenant l'établissement des priorités nationales, le renforcement des mécanismes institutionnels, la recherche, la collecte et l'analyse de données et la formation du personnel nécessaire dans le domaine du vieillissement;

9. *Souligne* qu'il faut renforcer les capacités au niveau national en vue de promouvoir et de faciliter la mise en œuvre du Plan d'action de Madrid et, dans cette perspective, encourage les gouvernements à alimenter le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies concernant le vieillissement, pour permettre au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat d'aider davantage les pays qui en feraient la demande;

10. *Engage* les gouvernements à garantir, s'il y a lieu, des conditions permettant aux familles et aux communautés de fournir des soins et une protection aux personnes vieillissantes et à fixer des objectifs, en particulier des objectifs propres à chaque sexe, en vue d'améliorer l'état de santé des personnes âgées et de réduire les taux d'incapacité et de mortalité;

11. *Réaffirme* qu'il faut tenir compte de la situation des personnes âgées dans l'action menée pour atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire⁵;

12. *Recommande* à la Commission du développement social de concentrer ses délibérations, à sa quarante-sixième session en 2008, sur les résultats du premier cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action de Madrid, et notamment de recenser les progrès accomplis et les obstacles rencontrés au cours des cinq premières années de la mise en œuvre du Plan;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre à sa soixante-troisième session un rapport sur l'application de la présente résolution, et de soumettre à la Commission du développement social à sa quarante-septième session un rapport sur l'analyse des conclusions du premier exercice d'examen et d'évaluation, en y faisant figurer un cadre stratégique d'exécution reposant sur une analyse des activités nationales menées depuis 2002 pour dégager les priorités des politiques à suivre à l'avenir et recenser les mesures en vue d'une coopération internationale destinée à appuyer des activités nationales de mise en application.

⁵ Voir résolution 55/2.